

*Questions orales***LES PÉNITENCIERS**

## LES COÛTS DE L'INCARCÉRATION

**M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest):** Depuis de nombreuses années, monsieur le Président, le Canada dépense beaucoup plus, par personne, à l'égard des pensionnaires des prisons que de n'importe quel autre citoyen, avec des résultats médiocres. Chacun de ces prisonniers, dont 70 p. 100 sont des récidivistes, coûte en moyenne \$62,000 par année. Par ailleurs, les 2,000 détenus de nos établissements à sécurité minimale coûtent \$40,000 par année, même s'ils ne présentent aucun danger pour la société.

Il faudrait envisager dans certains cas des formules autres que l'incarcération. Je me réjouis des progrès réalisés en ce domaine par suite des initiatives de notre solliciteur général (M. Beatty).

Ainsi, l'État de Georgie a obtenu beaucoup de succès lorsqu'il a mis en oeuvre un programme que nous devrions envisager chez nous. Dans le cadre de ce programme, les délinquants pourvoient à leurs propres besoins, ce qui les prépare beaucoup mieux à réintégrer la société. Ce programme donne d'excellents résultats dans 85 p. 100 des cas, alors que le programme canadien aboutit à un échec dans 70 p. 100 des cas. Voilà l'orientation que notre pays devrait adopter à l'égard des délinquants.

\* \* \*

**LA CHAMBRE DES COMMUNES**PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES PÊCHES DU  
NOUVEAU-BRUNSWICK

**M. le Président:** Je tiens à signaler à la Chambre la présence à notre tribune de l'honorable James Tucker, ministre des Pêches du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

**Des voix:** Bravo!

● (1415)

**QUESTIONS ORALES**

[Français]

**LES RELATIONS INTERNATIONALES**ON DEMANDE LA RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES  
AVEC L'AFRIQUE DU SUD

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition):** Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre des Affaires extérieures. Je crois que nous avons tous été touchés par l'appel de Monseigneur Tutu demandant au Canada de manifester son leadership moral afin de mettre fin au fléau que représente l'apartheid.

Monsieur le Président, je reconnais le fait que le Canada a déjà établi quelques sanctions, mais je me demande si le gouvernement est prêt à répondre à Monseigneur Tutu pour faire encore plus.

Et en principe, le gouvernement est-il prêt à décréter des sanctions totales contre l'Afrique du Sud et à rompre des relations diplomatiques avec ce pays?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, c'est une question bien importante.

J'étais à Toronto, vendredi soir, avec Monseigneur Tutu. J'ai entendu son discours. La position du gouvernement canadien est bien claire. Comme le chef de l'Opposition vient de le dire, nous avons déjà pris certaines mesures. Nous avons donné un certain leadership, non seulement par nos actions ici au Canada, mais aussi par la voie du Commonwealth. Un résultat a été l'établissement d'un groupe de personnes éminentes afin d'essayer, au nom du Commonwealth, de chercher une approche qui pourrait être efficace. Ce groupe a l'intention de continuer d'écrire le rapport. Je crois que c'est dans l'intérêt du Canada, comme pays qui a collaboré à la création de ce groupe du Commonwealth, de respecter son travail. Il y aura un rapport à la fin de juin. Ce rapport du groupe pourra nous donner une capacité de juger des actions disponibles au Canada...

**M. le Président:** A l'ordre! Question supplémentaire.

[Traduction]

LA POSITION DU CANADA AVANT LA RÉUNION DU  
COMMONWEALTH

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition):** Monsieur le Président, dans son discours prononcé à Toronto, l'évêque Tutu n'a pas eu l'air très convaincu que le groupe des personnalités éminentes ait encore une légitimité quelconque auprès de l'Union sud-africaine. Je comprends que le gouvernement ne soit pas disposé à l'heure actuelle à imposer des sanctions totales, et qu'il souhaite que le Commonwealth prenne collectivement des mesures. Le ministre ne pense-t-il toutefois pas que le Canada pourrait, comme l'a suggéré le Révérend Tutu, prendre l'initiative d'une action plus ferme et plus radicale et donner ainsi le ton à cette réunion du Commonwealth?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je pense que la plupart des commentateurs conviendront que les mesures prises par le gouvernement canadien depuis un an pour interrompre les dispositions prévues par la Société pour l'expansion des exportations, pour mettre fin à notre entente sur la double fiscalité, ainsi que des mesures prises sur toute une gamme d'autres fronts, ont non seulement incité d'autres pays à imiter notre action, mais ont aussi créé un climat permettant au Commonwealth de constituer ce groupe des sages lors de sa réunion de Nassau.

Je conviens avec le très honorable chef de l'Opposition que nous devrions laisser passer les 29 ou 30 jours qui restent au groupe des personnalités éminentes pour pouvoir présenter son rapport. Le Canada a clairement montré que, bien que ce ne soit pas la solution qu'il préfère, il infléchirait ses relations économiques et diplomatiques avec l'Afrique du Sud si les autres efforts n'aboutissent pas. Le Canada continuera activement à jouer un rôle de premier plan dans ce domaine, comme il l'a fait depuis l'élection de notre gouvernement.